Rapport d'exécution du Programme d'Appui pour la Consolidation de l'Enseignement Fondamental



2016-2017

GLOBAL PARTNERSHIP for EDUCATION



Table de matières

Acronymes/Liste des abréviations 3
Résumé du programme 3
1. Résumé exécutif 4
2. Aperçu général du PACEF 4
2.1. Contexte des réformes dans lequel s'inscrit le PACEF 5
2.2. Composantes et activités phares du PACEF 5
3.Progrès enregistrés dans la mise en œuvre du PACEF 7
3.1. Les progrès globaux 7
3.2. Progrès réalisés par composante et sous-composante 8
3.3. Matrice des résultats 12
3.4. Facteurs retardant l'implémentation et changement majeur dans le programme 15
4. Décaissements et Utilisation de fonds 16
5. Partenariat clef et collaboration inter-agences 18
6. Leçons apprises 18
7. Les connaissances générées 19
8. Le prochain plan de travail 19

Acronymes/Liste des abréviations

BISEM	Bureau des Infrastructures Scolaires, des Equipements et de la Maintenance
BPSE	Bureau de la Planification et des Statistiques de l'Education
BEPEF	Bureau des Enseignements Pédagogiques pour l'Enseignement Fondamental
DGBP	Direction Générale des Bureaux Pédagogiques
ENT	Equipe Technique Nationale
FACE	Funding Authorization and Certificate of Expenditure
GPE	Global Partnership for Education / Partenariat Mondial pour l'Education
GSE	Groupe Sectoriel de l'Education
GT	Groupe Thématique
IPA	Institut de Pédagogie Appliquée
OIT	Organisation Internationale du Travail
ONU	Organisation des Nations Unies
MEESRS	Ministère de l'Education, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PACEF	Projet d'Appui à la Consolidation de l'Enseignement Fondamental
PBEA	Peace Building, Education and Advocacy Programme
PME	Partenariat Mondial pour l'Education
PSDEF	Plan Sectoriel de Développement de l'Education et de la Formation
PSGSE	Politique Sectorielle et Gestion des Systèmes Educatifs
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RET	Refugee Education Trust
RESEN	Rapport d'Etat du Système Educatif National
SDC	Salles de Classe
SIGE	Système d'Information et de Gestion de l'Education.
TA	Taux d'achèvement
TBA	Taux Brut d'Accès
TBS	Taux Brut de Scolarisation
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

Résumé du programme

Name of DCP	**Burundi**
Name of Grant Agent	**UNICEF**
Program amount	**US$ 20,7 million** (including 8% indirect costs)
Reporting period (from: day, month, year, to: day, month, year)	**June 2016 to June 2017**
Program duration	**2 years**
Revised program duration (in case of revision/extension)	**N/A**

1. Résumé exécutif

Depuis le début de la transition post-conflit en 2005, le Burundi a fait de l'éducation une priorité politique et budgétaire, et a adopté une réforme structurelle sous-tendue par un Plan Sectoriel de Développement de l'Education et de la Formation (PSDEF). Ce plan, révisé en 2012 pour répondre aux importantes disparités qui persistaient dans le système éducatif afin de renforcer son efficacité, a été endossé par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), notamment le Partenariat Mondial pour l'Education (PME) qui a alloué US$ 52,9 millions pour appuyer le Burundi dans sa mise en œuvre.

La crise socio-politique qui affecte le Burundi depuis avril 2015 a occasionné la suspension, voire le retrait, de certains PTF, réduisant drastiquement les moyens financiers du secteur. En outre, la crise a affecté l'organisation des PTF avec, notamment, la suspension par la Belgique de son rôle d'entité de supervision de la première allocation du PME depuis fin juin 2016. De commun accord, l'UNICEF a repris le rôle d'Agent Partenaire du PME et assure la gestion directe du reliquat de la première allocation. Ce reliquat de US$ 21,7 million est, à ce jour, l'unique source de financement du Projet d'Appui à la Consolidation de l'Enseignement Fondamental (PACEF) qui fait l'objet de ce rapport de progrès. Le PACEF se décline en trois composantes dont les résultats des activités se présentent comme suit :

1- *Dans le cadre de la **Composante 1** visant à consolider **l'accès** et à améliorer **l'équité** de l'enseignement fondamental*, un lot de 45 salles de classe a été construit, équipé et livré au gouvernement burundais. Une campagne « Back to School » a été organisée : 2,6 millions d'élèves ont bénéficié de kits scolaires et 36 000 kits pour enseignant ont été distribués. Des projets de sensibilisation contre les abandons scolaires sont en cours dans 7 provinces du Burundi.
2- *Dans le cadre de la **Composante 2** qui vise le renforcement de la **qualité** de l'éducation* : les guides des maîtres de 9ème, et les manuels des élèves et guides des maitres des 7ème et 8ème années ont été mis à jour et imprimés. Les besoins en formation des enseignants, directeurs d'école, inspecteurs et conseillers pédagogiques ont été identifiés et les modules de formation élaborés. La première phase de formation des formateurs a été exécutée. En plus des manuels, des planches pédagogiques pour le préscolaire et les 3 premiers cycles du fondamental ont été produits et seront distribuées avec les manuels à la rentrée scolaire 2017-2018.
3- En ce qui concerne la **Composante 3** visant à améliorer le pilotage et le suivi du système éducatif : les annuaires et indicateurs du secteur ont été produits pour la période de 2014 à 2016 ; le dialogue sectoriel a été redynamisé ; et le suivi des activités est renforcé.

Au 05 juin 2017, sur le reliquat de US$ 21,7 millions reçu par UNICEF, près de US$ 7,4 millions ont été dépensés (33,9%, inclus les coûts indirects). Grâce au soutien financier du PME et à son accompagnement technique, des progrès importants ont été enregistrés, notamment en termes d'accès et de consolidation des acquis. Le taux brut d'accès (TBA) se situe au-dessus de 100% depuis 2012 (plus favorable aux garçons qu'aux filles 132,3% contre 129,6% entre 2015-2016). Les efforts consentis ont permis également une dynamique de croissance des effectifs depuis la mise en place de la gratuité scolaire en 2005. Cette dynamique a plus profité aux filles qu'aux garçons, avec un indice de parité de 1,01 en 2015-16 contre 0,95 en 2011-12. La mise en place de l'éducation fondamentale a permis aussi de contenir la pression démographique exercée par la dynamique scolaire et de relever le niveau de scolarisation du 4ième cycle du fondamental.

En dépit des résultats encourageants et des efforts qui se poursuivent, le système peine encore à maintenir les enfants à l'école, particulièrement les garçons. Le ratio élèves/salle de classe reste de 74 aux trois premiers niveaux du fondamental malgré les nouvelles constructions d'infrastructures scolaires. D'où la nécessité de poursuivre des investissements dans le secteur.

Dans les mois à venir, le PACEF va accélérer le processus de construction de 112 salles de classe restantes, poursuivre la formation des enseignants, et finaliser la distribution de manuels scolaires afin de permettre l'amélioration de l'accès et le renforcement de la qualité de l'éducation au Burundi.

2. Aperçu général du PACEF

2.1.Contexte des réformes dans lequel s'inscrit le PACEF

Le Burundi a, dans un contexte de fragilité du début de la transition post conflit en 2005, fait de l'éducation une priorité politique et budgétaire. L'éducation est considérée comme l'un des dividendes majeurs de la paix mais aussi comme un moyen d'égaliser les chances et de placer les enfants dans un contexte dépourvu de discrimination.

Bien que l'objectif d'accès universel et gratuit à l'enseignement primaire que le Burundi s'était fixé en 2005 ait été atteint, le système éducatif burundais cache encore des disparités importantes qui doivent être prises en compte pour une réponse adaptée. Ainsi, le pays s'est lancé un nouveau défi pour l'horizon 2020 : doter chaque enfant burundais au seuil de la vie active des savoirs nécessaires à une intégration harmonieuse dans la société en améliorant la qualité des apprentissages et l'efficacité interne du système éducatif.

Pour ce faire, le Gouvernement du Burundi a procédé à la révision de son Plan Sectoriel de Développement de l'Education et de la Formation (PSDEF) en 2012 afin: (i) de répondre aux orientations du CSLP 2ème Génération; (ii) de répondre aux nouvelles orientations pour le développement de l'éducation et de la formation; (iii) de prendre en compte les évolutions intervenues dans la gestion de l'éducation en 2009-2010 et (iv) de répondre aux exigences de qualité et de lisibilité du document en vue de son adhésion au GPE.

Le PSDEF 2012-2020 couvre l'ensemble du secteur de l'éducation du préscolaire au supérieur, et consacre la réforme visant l'extension du cycle primaire à un enseignement fondamental de neuf années d'éducation de base. Il a pour objectif d'atteindre l'achèvement primaire universel en scolarisant une majorité de jeunes jusqu'à ce qu'ils atteignent un âge suffisant pour que leur insertion dans la société puisse profiter à tous et de favoriser un développement équilibré, harmonieux et soutenable de l'ensemble du système éducatif.

Le Gouvernement du Burundi et ses Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ont adopté une position conjointe autour des grands objectifs du PSDEF, visant à consolider les acquis en termes d'accès, à assurer le passage d'un plus grand nombre d'élèves vers le post-primaire et à améliorer les apprentissages à l'horizon 2020.

Après avoir fait l'objet d'une évaluation externe, le PSDEF 2012-2020 a été endossé par les PTF en juillet 2012 et constitue l'unique cadre de référence pour les interventions en appui au secteur. Déclinée en Plan d'actions pluriannuel (2013-2015), la stratégie sectorielle sert de base également pour la planification sectorielle annuelle, intégrant les différentes sources de financement (Budget de l'Etat, Fonds Commun de l'Education et projets extrabudgétaires), et vise à atteindre les objectifs définis dans le cadre de résultats du PSDEF.

Le PACEF s'inscrit dans la continuité du plan d'action initial 2013-2015 dans le cadre de la mise en œuvre du PSDEF. Il vise, d'une part, à consolider les réformes engagées - dont la plus importante est celle de l'enseignement fondamental - depuis l'adoption du PSDEF en 2012 afin de permettre la continuité du service éducatif et la préservation des acquis du secteur tant d'un point de vue organisationnel, institutionnel que pédagogique. D'autre part, le PACEF vise aussi à protéger l'environnement scolaire face aux perturbations d'ordre sécuritaire.

2.2.Composantes et activités phares du PACEF

Le PACEF se décline en trois composantes :

Composante 1 - Consolider l'accès et améliorer l'équité à l'enseignement fondamental par la construction et la réhabilitation d'écoles, la fourniture d'équipements et de matériels scolaires et des campagnes de sensibilisation :

Cette composante vise à accroître l'accès et le maintien des élèves dans l'enseignement fondamental jusqu'à la fin du cycle 4 et à améliorer l'environnement des apprentissages dans les écoles à travers la construction et la réhabilitation des infrastructures, la mise à disposition de matériels scolaires pour les élèves et pédagogiques pour les maitres, et la mise en place de campagnes de sensibilisation visant à soutenir la demande d'éducation dans un contexte fragilisé et à renforcer la neutralité de l'école. Pour améliorer l'offre des services de l'éducation, UNICEF dispose d'une Unité de Constructions qui appuie la Section Education dans son travail auprès du Ministère de l'Education, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MEESRS). L'Unité de Constructions travaille en étroite collaboration avec le Bureau des Infrastructures scolaires, des Equipements et de la Maintenance (BISEM) du MEESRS ainsi que différentes structures du ministère impliquées dans le développement des infrastructures. L'Unité de Constructions s'assure aussi – dans le cadre de l'accompagnement qu'elle donne au MEESRS – que le processus est participatif afin de créer un transfert de compétences et une bonne appropriation des mécanismes de recrutement transparent et compétitif des entreprises de contrôle, d'exécution et de suivi des travaux conformément aux normes et standards de construction, notamment en matière de sécurité, d'environnement et d'inclusion pour les enfants vivant avec un handicap.

Par ailleurs, pour promouvoir l'accès et le maintien à l'école particulièrement des enfants issus de familles démunies, la campagne « Back To School » (BTS) de l'UNICEF leur procure des fournitures scolaires de base et dote leurs enseignants de matériels pédagogiques. Cette activité soulage financièrement les familles qui sont ainsi encouragées à inscrire et à laisser leurs enfants à l'école. A cette campagne s'ajoute la sensibilisation contre l'abandon scolaire menée en partenariat avec l'ONG RET. Une cellule BTS a été instituée au MEESRS, depuis plusieurs années et travaille en collaboration avec l'UNICEF et les structures décentralisées. Elle implique également les parents d'élèves lors des distributions afin de sensibiliser les communautés.

Composante 2 - Renforcer la qualité de l'éducation en accompagnant la mise en œuvre de la réforme curriculaire de l'enseignement fondamental :

Cette composante vise à appuyer la finalisation de la réforme de l'enseignement fondamental, en renforçant les prérequis pour un enseignement de qualité à travers la formation des enseignants aux nouveaux programmes et l'acquisition de matériels pédagogiques.

Il s'agit entre autres d'appuyer le MEESRS à identifier une structure de formation qui dispose de compétences techniques et opérationnelle pour l'évaluation des besoins en formation dans les domaines pédagogiques et l'élaboration des modules de formation. Ces formations visent entre autres à renforcer les capacités du Bureau des Enseignements Pédagogiques pour l'Enseignement Fondamental (BEPEF), d'une part, dans l'élaboration des manuels de formation de différentes cibles (formateurs, inspecteurs, directeurs d'école, enseignants, etc.) et, d'autre part, dans la planification et l'organisation des formations de masse et les procédures y afférents.

Composante 3 – Améliorer le pilotage et le suivi du système éducatif par le renforcement des capacités de production et d'utilisation efficace des données critiques :

Le pilotage et la gestion efficaces du système nécessitent des données de qualité répondant à des critères de fiabilité et de durabilité. A cet effet, le PSDEF met l'accent sur la nécessité d'avoir un système d'information performant. Une réforme a été initiée depuis quelques années en vue de s'assurer de la disponibilité régulière d'annuaires statistiques qui compilent les données de base, indispensables à un bon pilotage du système éducatif qui repose sur des évidences. Une attention particulière sera portée à la diffusion des données produites, notamment aux communautés, qui reste un des points faibles du dispositif en place.

Il est question, dans le cadre du PACEF, notamment d'appuyer le Bureau de la Planification et des Statistiques de l'Education (BPSE) dans la finalisation du Rapport d'état du système éducatif national (RESEN) et dans la production des annuaires statistiques et des indicateurs du secteur.

3. Progrès enregistrés dans la mise en œuvre du PACEF

3.1. Les progrès globaux

Overall progress in Program implementation	
Rating from Previous Reporting Period[1]	***Rating for Current Reporting Period***
□ *Highly Satisfactory (HS)* □ *Satisfactory (S)* □ *Moderately Satisfactory (MS)* □ *Moderately Unsatisfactory (MU)* □ *Unsatisfactory (U)* *Highly Unsatisfactory (HU)*	□*Highly Satisfactory (HS)* *X Satisfactory (S)* □ *Moderately Satisfactory (MS)* □ *Moderately Unsatisfactory* □ *(MU)* □ *Unsatisfactory (U)* □ *Highly Unsatisfactory (HU)*

D'une manière globale, la mise en œuvre du PACEF dans la période de ce rapport est satisfaisante car tous les résultats importants planifiés pourront être atteints grâce aux progrès déjà réalisés dans l'implémentation des activités, y compris celles de suivi, de chacune des trois composantes. Pour la **Composante 1**, tous les moyens tant humains, matériels que financiers ont été mobilisés et des partenariats stratégiques ont été noués pour la construction/la réhabilitation des infrastructures. Un premier lot de 45 salles de classe a déjà été construit, équipé et livré au MEESRS ; une première campagne BTS nationale a été conduite avec succès ; et des projets de sensibilisation contre les abandons scolaires sont en cours dans des zones cibles.

Sous la **Composante 2**, un contrat a été passé avec l'Institut de Pédagogie Appliquée (IPA) pour un renforcement conséquent de capacités de BEPEF. L'ONG World Vision a été identifiée pour organiser les formations conformément aux recommandations du Conseil d'administration du GPE et une commission mixte BEPEF, UNICEF, IPA et World Vision se réunit régulièrement pour évaluer et ajuster les activités de formation selon les besoins.

En ce qui concerne la **Composante 3**, les annuaires statistiques et les indicateurs du secteur ont été produits pour la période de 2014 à 2016 grâce à un appui au BPSE, et le dialogue sectoriel a été redynamisé à travers la relance du Groupe Sectoriel de l'Education (GSE). Des visites programmatiques régulières ont eu lieu et des rencontres périodiques ont été organisées entre l'UNICEF, le Secrétariat Permanent, la DGBP et le BPSE pour la préparation, le suivi et la mise en œuvre des activités. Des revues annuelles et semi-annuelles sont organisées pour le suivi des activités entre UNICEF et le MEESRS.

Au 05 juin 2017, sur un total d'environ US$ 21,7 millions reçu, près de US$ 7,4 millions ont été dépensés (33,9%, inclus les coûts indirects). L'utilisation de fonds par composante est de l'ordre de 47% pour la Composante1, 11% pour la Composante2 et enfin, 17% pour la Composante3. Les engagements financiers en cours sont de l'ordre d'environ US$ 3,5 millions. Les exécutions financières avec les partenaires de mise en œuvre sont assurées en suivant l'Approche Harmonisée des Transferts en Espèces (HACT).

[1] This does not apply for a new Program

Les détails des progrès réalisés dans chacune des composantes et leurs sous-composantes sont repris dans la section suivante.

3.2.Progrès réalisés par composante et sous-composante

3.2.1 Composante 1 - Consolider l'accès et améliorer l'équité à l'enseignement fondamental par la construction et la réhabilitation d'écoles, la fourniture d'équipements et de matériels scolaires et des campagnes de sensibilisation :

3.2.1.1 Sous-composante 1.1: Construction, réhabilitation, et équipement d'écoles

a. Constructions des infrastructures scolaires

Réception provisoire des travaux dans 5 sites (composés chacun de 9 salles de classe ; 10 box de latrines ; 1 bloc administratif ; 3 systèmes de captage des eaux de pluie et une adduction d'eau potable) : les réceptions provisoires ont été précédées par des pré-réceptions techniques conduites conjointement par le BISEM, l'Unité de Constructions de l'UNICEF, les bureaux de contrôle et les entreprises d'exécution des travaux. Les réceptions provisoires des ouvrages ont été effectuées avec la participation du MEESRS et des communautés bénéficiaires. Les infrastructures - érigées sur les 5 sites - qui ont remises au ministère se décomposent en 45 salles de classe (SDC), 50 blocs latrines, 5 blocs administratifs, 15 systèmes de captage des eaux de pluie et 5 adduction d'eau potable. Les bureaux d'études sont en cours de recrutement pour la réalisation des travaux préliminaires pour les 19 sites restants. Ces 45 nouvelles S*DC* vont contribuer - dans les communes où elles ont été érigées - à désengorger des salles de classe qui aujourd'hui reçoivent encore en moyenne 75 élèves.

En ce qui concerne l'édification du centre d'éducation inclusive, le recrutement d'un bureau d'étude est actuellement en cours.

b. Equipement d'écoles

Livraison et installation du mobilier scolaire : La pré-réception du mobilier en atelier et du mobilier assemblé a été prononcée conjointement par le BISEM et l'UNICEF (unités/sections Construction, Approvisionnement et Education). La livraison et l'assemblage du mobilier scolaire (bancs pupitres, etc.) sur les 5 sites sont finalisés.

3.2.1.2 Sous-composante 1.2 : Mise à disposition de matériels scolaires

Campagne Back to School (BTS)

Une opération d'envergure nationale de soutien à la demande a permis d'offrir des kits scolaires (cahiers, stylo, crayon, règle, gomme, sac plastique) à l'ensemble des élèves de l'école fondamentale (2,6 millions d'enfants ont été servis) et à leurs enseignants (32 000). Cette opération dépasse l'objectif initial de couverture d'environ 2,3 millions d'enfants grâce à un processus d'achat international compétitif ayant permis d'obtenir des prix réduits.

Par conséquent et grâce aux reliquats de la campagne BTS 2016-2017, le PACEF sera en mesure de contribuer, à hauteur de 43.5% pour le BTS 2017-2018, soutenant ainsi la scolarité de 1,04 million d'élèves dans les 7 provinces classées parmi les plus vulnérables (Plan de Réponse Humanitaire 2017).

3.2.1.3 Sous-composante 1.3: Soutien à la demande d'éducation dans un contexte de fragilité et renforcement de la neutralité de l'école

Campagnes de sensibilisation

En collaboration avec l'ONG RET, des activités de sensibilisation dans le cadre d'un projet intitulé "Tous mobilisés pour vaincre l'abandon scolaire" sont en cours dans 7 provinces du pays avec des activités

telles que le dialogue communautaire, le théâtre interactif au travers des réseaux communautaires, des spots radio et autres supports de communication (T-shirt, banderoles, etc…).

Ces activités ont démarré en novembre 2016 et prendront fin le 31 juillet 2017. Une enquête réalisée par l'ONG RET a permis de faire le plan des activités. RET sensibilise les communautés sur l'importance d'inscrire et de maintenir leurs enfants à l'école. Elle aborde également des thématiques liées à la promotion de l'école comme zone de paix, de maintien de la paix et de citoyenneté.

Ce projet a permis de : i) former 10 formateurs d'agents communautaires en mobilisation communautaire et en art théâtral ; ii) faire participer 8 400 membres des communautés locales à des représentations théâtrales et 169 personnes aux dialogues communautaires ; iii) et de mettre en place 7 réseaux communautaires. L'objectif initial était de couvrir 17 campagnes de sensibilisation.

3.2.2 Composante 2 - Renforcer la qualité de l'éducation en accompagnant la mise en œuvre de la réforme curriculaire de l'enseignement fondamental

Le volet financier de cette composante a été exécuté directement par l'UNICEF qui a payé l'Institut de Pédagogie Appliquée (IPA) de l'Université de Burundi (BU) et procéder à des transferts pour le compte de World Vision International (WV), agence chargée de l'organisation matérielle des formations.

3.2.2.1 Sous-composante 2.1: Renforcement des capacités du personnel enseignant

Une expertise locale, en la personne morale de l'IPA, a été identifiée pour appuyer le ministère dans la révision et la mise à jour des outils de formation de différentes cibles : inspecteurs de l'enseignement, conseillers pédagogiques, directeurs d'école et enfin enseignants. Concernant les enseignants, les inspecteurs et les conseillers pédagogiques, les outils de formation les concernant ont été regroupés en 4 domaines : mathématiques, les langues 1 (français et kirundi) et 2 (anglais et kiswahili) et sciences humaines. Les outils mis à jour ont été validés et démultipliés pour la formation des formateurs dont une première séance est en train d'être conclue au moment de la réduction de ce rapport. Une seconde séance sera entamée de la semaine du 12 au 16 juin 2017.

L'organisation des formations en tant que telle se fait avec le concours de WV avec qui l'Unicef a passé un accord de programme de coopération, conformément aux recommandations du Conseil d'Administration du PME. Le choix de WVI se justifie par le fait qu'elle est chef de file des ONG au sein du GSE d'une part, mais aussi qu'elle dispose de son propre programme d'éducation qui vise à améliorer les acquisitions scolaires, dénommé : "Literacy boost".

3.2.2.2 Sous-composante 2.2: Acquisition et distribution de matériels pédagogiques

En vue de couvrir tout le cycle 4 de l'école fondamentale, et en tenant compte de l'existant, une acquisition importante de manuels et guides est en cours. Il était anticipé 1 manuel pour 2 élèves pour la 7^{ième} et la 8^{ième} année mais grâce à un processus d'achat efficace l'UNICEF pourrait atteindre l'objectif de fournir 1 manuel par élève pour ces deux niveaux. Les quantités commandées se répartissent comme suit :

1. Pour la 7^{ième} : 215 000 manuels pour chacun des 8 titres soit un total de 1 720 000 unités et 4 300 guides du maître pour les mêmes titres, soit un total de 34 400 guides du maître.
2. Pour la 8^{ième} : 132 000 manuels de l'élève pour chacun des 8 titres (soit 1 056 000 manuels) et 3 000 guides du maître pour autant de titres (24 000 guides).
3. Pour la 9^{ième} : 2 500 guides du maître par titre (six) soit 15 000 titres au total.
4. Des planches pédagogiques (440 000 exemplaires) pour le préscolaire, les 1er, 2^{ième} et 3^{ième} cycles et leurs guides d'utilisation sont également sous presse et seront disponibles pour distribution à la rentrée scolaire 2017-2018.

A l'heure où ce rapport est rédigé, les différents fournisseurs ont déjà embarqué la majeure partie de leurs produits qui sont attendus à Bujumbura à partir du milieu du mois de juin. Les manuels seront distribués à la rentrée des classes de septembre 2017.

3.2.3 Composante 3 - Améliorer le pilotage et le suivi du système éducatif par le renforcement des capacités de production et d'utilisation des données critiques

3.2.3.1 Sous-composante 3.1 : Consolidation de la réforme du SIGE

Production des données

L'annuaire 2015-2016 est disponible et les indicateurs 2014-2015 et 2015-2016 ont été élaborés. La campagne de collecte des données de l'éducation pour l'année 2016-2017 a été lancée en janvier 2017.

Une expertise technique a été recrutée pour appuyer, d'une part, le BPSE dans l'élaboration et la finalisation du RESEN, la consolidation du projet de modernisation du SIGE, la finalisation des annuaires statistiques et des indicateurs du secteur et, d'autre part, contribuer à la préparation de la prochaine requête PME, au dialogue sectoriel à travers l'identification et la mise à disposition de données fiables.

Formations en Politique Sectorielle et Gestion des Systèmes Educatifs (PSGSE) : Une équipe de six cadres (dépassant l'objectif de 5 cadres) est actuellement en train de suivre les cours de PSGSE dispensés par l'Université de Dakar avec l'appui de l'IIPE/UNESCO Pole de Dakar. Cinq membres de cette équipe constituent l'ossature de l'Equipe Technique Nationale, fer de lance du processus de préparation de la requête PME. Cette équipe a également joué un rôle déterminant dans l'élaboration du RESEN, démontrant ainsi que le transfert de compétence et la capacitation des cadres nationaux que prône le programme ne sont pas un vain mot.

3.2.3.2 Sous-composante 3.2 : Suivi

Missions de suivi :

Plusieurs missions de supervision de l'UNICEF et/ou conjointement avec les partenaires ont été effectuées dans le cadre de la mise en œuvre de la sous-composante construction, et de la distribution des questionnaires statistiques pour la campagne de collecte des données de l'année 2016-2017. Par ailleurs, une retraite de l'Equipe Technique Nationale a permis d'intégrer les commentaires techniques et de forme issus des PTF, y inclus le PME. Un atelier de validation par les directeurs et chefs de service du MEESRS a été organisé. Il sera suivi d'un atelier de validation nationale par les cadres du MEESRS et l'ensemble des acteurs du secteur. Suivra, ensuite, la campagne de vulgarisation en vue de l'appropriation du rapport.

Revues sectorielles :

Une revue sectorielle annuelle, pour l'évaluation des progrès accomplis en 2016, et un atelier de planification du plan d'actions 2017 ont été réalisés.

Par ailleurs, deux réunions du GSE ont eu lieu en février et mai 2017. La première réunion a permis, entre autres, de passer en revue l'exécution du PACEF, de présenter les premiers résultats du RESEN et de discuter de la préparation de la seconde requête. La seconde réunion du GSE s'est penchée sur les données/indicateurs de l'éducation des trois dernières années qui ont connu du retard dans la production, l'état d'exécution du PACEF et la présentation pour validation des documents relatifs à la préparation des prérequis de la seconde requête.

Il a été retenu, lors de ces réunions du GSE, la réalisation d'une étude sur les vulnérabilités auxquelles fait face le secteur de l'éducation au Burundi en plus du RESEN qui, à l'heure actuelle, présente la situation du secteur de l'éducation jusque fin 2014. Le RESEN finalisé et validé alimentera l'élaboration du Plan de Transition de l'Education (PTE). Le choix d'un PTE a été validé lors du GSE de février 2017, en présence de la représentation du PME, afin de répondre aux besoins urgents du Burundi dans un contexte de crise multiforme et prolongé. Un consultant sera engagé pour mener une première phase

de cadrage et, ainsi, définir, le type de couverture sectorielle (sectorielle ou sous-sectorielle) que prendra le PTE ainsi que sa durée (2, 3 ou 4 ans).

3.3.Matrice des résultats

Composante 1 – Consolider l'accès et améliorer l'équité à l'enseignement fondamental par la construction et la réhabilitation d'écoles, la fourniture d'équipements et de matériels scolaires et des campagnes de sensibilisation				
Résultats attendus	**Stratégies**	**Sous composantes**	**Indicateurs**	**Résultats**
L'accès des enfants, en particulier les plus vulnérables, à une école de qualité est consolidé et étendu	(i) Augmenter et améliorer les capacités d'accueil aux cycles 1 à 4 (ii) Améliorer l'équité par la dotation en fournitures scolaires de base (iii) Soutenir la demande d'éducation à travers la mobilisation des communautés	Sous-composante 1.1 : Construction, réhabilitation, et équipement d'écoles - Constructions de salles de classe - Construction d'un Centre pour l'éducation inclusive - Diagnostic des infrastructures scolaires	157 salles de classes construites/réhabilitées et équipées 1 centre pour l'éducation inclusive construite et équipée Le diagnostic des infrastructures réalisé	45 salles de classe, 50 blocs latrines, 5 blocs administratifs, 15 systèmes de captage des eaux de pluie et 5 adductions d'eau potable réalisés. Bureaux d'études en cours de recrutement pour le restant des constructions Consultant pour le diagnostic des infrastructures est recruté. Commencera son travail au mois de juin
		Sous-composante 1.2 : Mise à disposition de fournitures scolaires	2 296400 enfants bénéficiaires	2 600 000 élèves et quelques 32 000 enseignants de l'école fondamentale ont respectivement reçu des kits scolaires et pédagogiques.
		Sous-composante 1.3: Soutien à la demande d'éducation dans un contexte fragilisé et renforcement de la neutralité de l'école	17 campagnes de sensibilisation effectuées	10 agents communautaires formés en mobilisation communautaire et en art théâtral 8 400 personnes ont assisté à des représentations théâtrales traitant de thématiques liées à l'abandon scolaire 169 personnes ont assisté aux dialogues communautaires et 7 réseaux communautaires mis en place pour appuyer la demande éducative et le maintien des enfants à l'école.

Composante 2 – Renforcer la qualité de l'éducation en accompagnant la mise en œuvre de la réforme curriculaire de l'enseignement fondamental				
Résultats attendus	**Stratégies**	**Activités**	**Indicateurs**	**Résultats**
La mise en œuvre de la réforme au cycle 4 est consolidée	Assurer une mise en œuvre efficace des nouveaux programmes scolaires du cycle 4 par la mise à disposition en quantité suffisante de matériel pédagogique dans les écoles fondamentales et par le renforcement des capacités des enseignants et du personnel d'encadrement pédagogique	Sous-composante 2.1 : Renforcement des capacités du personnel enseignant	130 formateurs 5000 enseignants 3000 directeurs formés 136 personnels d'encadrement	Révision des modules de formation des inspecteurs et conseillers pédagogiques, des directeurs d'école et des enseignants ; Protocole d'accord de coopération signé entre l'UNICEF et World Vision pour la mise en œuvre des formations. Plan d'action des formations finalisé et validé. Formation d'un premier lot de formateurs composé principalement de conseillers pédagogiques en charge de l'encadrement des enseignants.
		Sous-composante 2.2 : Acquisition et distribution de matériels pédagogiques	1 223 726 manuels distribués en 7ème et 8ème années 211 895 manuels distribués pour le 1er cycle du fondamental 136 296 guides du maître distribués en 7ème et 8ème et 9ème années 240 000 planches réparties sur 6 thématiques distribuées 8 000 guides d'exploitation distribués	Pour la 7ième : 215 000 manuels pour chacun des 8 titres soit un total de 1 720 000 unités et 4 300 guides du maître pour les mêmes titres soit un total de 34 400 guides du maitre ; Pour la 8ième : il s'agit de 132 000 manuels de l'élève de chacun des 8 titres (soit 1 056 000 manuels) et 3 000 guides du maître pour autant de titres (24 000 guides) ; Pour la 9ième : il s'agit de 2 500 guides du maître par titre (six) soit 15 000 titres au total ; Des planches pédagogiques (440 000 exemplaires) pour le préscolaire, le 1er,

				2ième et 3ième cycle et leurs guides d'utilisation sont également sous presse et seront disponibles pour distribution à la rentrée scolaire prochaine. Ces matériels ont été commandés et sont sous presse. Ils seront distribués à la rentrée prochaine 2017/18.

Composante 3 - Améliorer le pilotage et le suivi du système éducatif par le renforcement des capacités de production et d'utilisation efficace des données critiques				
Résultats attendus	**Stratégies**	**Activités**	**Indicateurs**	**Résultats**
Le système d'information permet la mise à disposition de données fiables et dans un délai raisonnable au service du pilotage et de la planification du système éducatif Le suivi des constructions est renforcé	Renforcement des capacités pour la collecte et le traitement des informations nécessaires à la planification et au pilotage Renforcement des capacités du BISEM pour le suivi et la planification du plan d'investissement des infrastructures	Sous-composante 3.1 : Consolidation de la réforme du SIGE	Les données 2014-2015 sont diffusées Les données 2016-2017 sont disponibles et diffusées 5 cadres sont formés	Annuaire 2015-2016 et indicateurs scolaires 2014-2015 et 2015-2016 élaborés. RESEN en voie de finalisation 5 cadres du MEESRS en formation
		Sous-composante 3.2 : Suivi du programme de constructions scolaires	18 missions de suivi effectuées par le BISEM	30 missions de terrain ont déjà été effectuées par l'unité des constructions de l'Unicef et du BISEM, les rapports de mission de terrain sont disponibles. 3 réunions du GSE 1 atelier de planification

3.4. Facteurs retardant l'implémentation du programme, mesures de mitigation, et changement majeur

A ce stade de la mise en œuvre du PACEF, aucun retard n'a été constaté et aucun facteur majeur pouvant retarder la mise en œuvre du programme n'a été identifié. Cependant, étant donné que l'environnement politico-sécuritaire au Burundi reste fragile, UNICEF continue de monitorer tout facteur ou toute mesure pouvant constituer un risque potentiel dans la mise en œuvre du programme et nécessitant un plaidoyer auprès des autorités compétentes. Par ailleurs, aucun changement majeur n'a été apporté dans le programme tel qu'initialement approuvé. Il sied de souligner que la situation de crise socio-économique perdure et qu'à cet effet, le reliquat de la ligne budgétaire dédiée à la campagne BTS 2016-2017, a été utilisé (-de 10% du budget total) afin d'organiser la campagne BTS 2017-2018 et ainsi continuer à soutenir les populations les plus vulnérables.

4. Décaissements et Utilisation de fonds

Composantes et sous-composantes	Fonds alloués en USD (a)	Fonds Utilisés en USD (b)	Taux d'Utilisation en %(b/a *100)	Commentaires
Composante 1. Consolider l'accès et améliorer l'équité à l'enseignement fondamental par la construction et la réhabilitation d'écoles, la fourniture d'équipements et de matériels scolaires et des campagnes de sensibilisation :				
Sous-composante 1.1: Construction, réhabilitation, et équipement d'écoles	6 633 711	1 364 638	21%	Il y a un montant engagé de US$ 177 436,55 qui représente des contrats non encore clôturés. Et également un engagement de US$ 66 137,53 pour les services de consultance en infrastructure.
Sous-composante 1.2 : Mise à disposition de matériels scolaires	4 022 000	3 762 382	94%	Dans le cadre du BTS 2016-2017, le reste du budget a été totalement engagé.
Sous-composante 1.3: Soutien à la demande d'éducation dans un contexte fragilisé et renforcement de la neutralité de l'école	215,000	16,138	8%	La dépense de cette sous-composante a été imputée ailleurs (dans les ressources régulières), elle est en cours de régularisation. Il s'agit d'un montant de plus de US$ 153 000.
Total Composante 1.	**10 870 711**	**5 143 158**	**47%**	
1.1. Composante 2 - Renforcer la qualité de l'éducation en accompagnant la mise en œuvre de la réforme curriculaire de l'enseignement fondamental				
Sous-composante 2.1: Renforcement des capacités du personnel enseignant	2 339 108	300 172	13%	Le montant engagé du PCA WVI de 887,164.02 USD est en cours d'intégration dans le système.
Sous-composante 2.2: Acquisition et distribution de matériels pédagogiques	4 670 147	444 578	10%	Il y a un engagement de US$ 3 010 005,77 qui représente les contrats avec les éditeurs et les imprimeurs et pour les services de transport à l'intérieur du Burundi des manuels scolaires qui seront livrés avec la rentrée scolaire prochaine
Total Composante 2.	**7 009 255**	**744 750**	11%	

1.1. Composante 3 - Améliorer le pilotage et le suivi du système éducatif par le renforcement des capacités de production et d'utilisation des données critiques				
Sous-composante 3.1 : Consolidation de la réforme du SIGE	500 000	110 614	22%	Des dépenses sont en cours de liquidation : il s'agit des missions de formation de l'équipe nationale à Dakar (PSGSE) et de la participation à l'atelier sur la question des enseignants (organisé par l'Unesco).
Sous-composante 3.2 : Suivi	240 000	14 768	6%	Toutes les missions de suivi ne sont pas imputées sur cette ligne. Certaines sont sur la ligne des constructions.
Total Composante 3.	**740 000**	**125 382**	**17%**	
Gestion et suivi-évaluation du projet	828 300	589,219	71%	
Coûts Opérationnels (inclus divers et imprévus)	651,734	211 423	32%	
Total 4: Coûts de mise en œuvre	**1 480 034**	**800,642**	**54%**	
COUTS PROJET	**20 100 000**	**6 813 932**	34%	
COUTS INDIRECTS (8%)	1 608 000	545 115		
GRAND TOTAL	**21 708 000**	**7 359 046**	34%	

5. Partenariat clef et collaboration inter-agences

La crise politico-sécuritaire qui secoue le Burundi depuis avril 2015 a contraint certains partenaires à quitter le pays, particulièrement ceux du Fonds Commun de l'Education (FCE), constitué de : l'Agence Française de Développement (AFD), la Belgique (Ambassade et Coopération Technique Belge), la Norvège et l'UNICEF. Cependant, malgré leur absence du pays le fil du dialogue n'a jamais était coupé. En effet, le PACEF est une résultante d'une dynamique de concertation entre des partenaires présents au Burundi et ceux ayant quitté le pays. Des conférences téléphoniques ont été régulièrement organisées dans le cadre du suivi et de la mise en œuvre des activités du secteur, notamment celles financées au début par les PTF et plus tard par le PACEF. L'UNICEF, en mars 2017, a repris le rôle de coordinateur des PTF du FCE après le retrait de la Belgique en vue de maintenir la dynamique existante et de s'inscrire dans une continuité des actions menées jusqu'à ce jour.

En février 2017, la première réunion de l'année du GSE qui regroupe le ministère et ses partenaires : PTF, ONG nationales et internationales, société civile (syndicats d'enseignants, associations de parents d'élèves…), confessions religieuses, etc. a été l'occasion de renouer avec les réunions présentielles et a marqué un début de redynamisation du dialogue sectoriel. Une autre réunion du GSE s'est tenue au mois de mai. Depuis mars 2017, une note sur l'état d'avancement est faite périodiquement pour tenir informé le MEERS de l'exécution du PACEF et est envoyée au PTF.

Compte-tenu de son maillage du territoire national, son expertise dans le secteur de l'éducation et sa qualité de chef de file des ONG au sein du GSE et auprès du ministère, WV a été identifié par l'UNICEF pour accompagner le ministère dans l'organisation matérielle de la formation des enseignants.

6. Leçons apprises

- La mise en œuvre du BTS passe par une expertise et une participation de tous : une très bonne préparation par l'équipe de l'UNICEF grâce à l'implication de son bureau de Burundi à tous les niveaux ainsi qu'une participation active de l'administration de l'éducation, au niveau central comme au niveau décentralisé, ont permis le succès de cette opération d'envergure nationale. De plus, cette opération a bénéficié de la disponibilité des statistiques de l'éducation pour assurer une distribution équitable des intrants. L'implication pleine et entière des communautés locales a également contribué à faire de cette campagne un succès réel.
- La mise en place d'une Equipe Technique Nationale (ENT) pour une appropriation technique et politique : un effort important dans l'appropriation est en phase de consolidation. En effet, un noyau de 6 cadres de cette équipe est en cours de formation en master de PSGSE à l'Université de Dakar Cheikh Anta Diop. Cette Task Force est très impliquée dans le processus de planification opérationnelle. Ces cadres ont participé à l'élaboration du RESEN et sont institutionnellement placés au BPSE.
- La planification doit être inclusive et participative : le processus itératif et participatif dans lequel s'inscrit la préparation de la requête GPE, qui implique tous les acteurs du secteur, est un bel exemple d'outil d'appropriation par les acteurs du secteur. L'ensemble des documents ont fait l'objet d'échanges entre les PTF et le Gouvernement sous le leadership de ce dernier.
- Le dialogue politique doit rester dynamique : la synergie avec les partenaires du MEERS dans les constructions, l'amélioration du SIGE et la production des informations et indicateurs du secteur constitue un bon moyen de transfert de compétences. L'ensemble des activités menées dans ces deux volets ont été le fruit de concertations entre les PTF et le Gouvernement, aussi bien dans les phases de préparation que dans celles des mises en œuvre.

7. Les connaissances générées

La mise en œuvre du programme a permis de mettre à jour des indicateurs clés du secteur de l'éducation au Burundi. Ces indicateurs permettent de mesurer objectivement les progrès accomplis dans le secteur.

8. Le prochain plan de travail

Le focus du plan de travail à venir sera mis dans l'accélération du processus de recrutement des bureaux d'études (entre juin et juillet 2017) et entreprises de construction (fin 2017), la formation des enseignants(entre juin et décembre 2017), la distribution de manuels scolaires afin de permettre au programme d'entrer dans sa phase finale et produire l'impact escompté : l'amélioration de l'accès et le renforcement de la qualité de l'éducation au Burundi.

Concernant la construction de 112 salles de classe restantes, un travail avancé consistant à l'identification des sites, la préparation et la publication des dossiers d'appel d'offres, la sélection des bureaux d'études et la signature des contrats, a déjà été accompli. Le recrutement des bureaux d'études et des entreprises pour la construction desdites salles de classe et du centre d'éducation inclusive a débuté. De même, le diagnostic des infrastructures scolaires va démarrer incessamment il aidera à faire l'état des lieux des infrastructures scolaire y inclus l'accès à l'eau, l'électricité, l'assainissement et les aspects liés à l'inclusion.

En ce qui concerne la formation des enseignants, la prochaine étape sera consacrée au renforcement des capacités des 1500 directeurs d'école et des 4000 enseignants durant les vacances scolaires conformément aux directives du ministère.

Tirant les leçons de la campagne BTS de l'année dernière et compte tenu de la rareté des ressources, il a été décidé avec le ministère que la campagne BTS de cette année se focalisera sur les enfants des sept provinces les plus défavorisées. Les statistiques de l'éduction que vient de publier le ministère ont aidé dans l'identification desdites provinces. Ce ciblage contribuera à assurer plus d'équité dans l'accès et la rétention des enfants à l'école.

Un accent sera aussi mis sur la finalisation de la stratégie de renforcement du SIGE et la mise à niveau technique de sa plateforme en vue d'une production dans les délais des indicateurs fiables de l'éduction.